

Une lettre de la Colombie sur la grève nationale

Victor de Currea-Lugo

(<https://victordecurrealugo.com/>)

Je ne vous ai pas écrit depuis longtemps, mais j'ai besoin d'une faveur urgente : que vous découvriez ce qui se passe dans mon pays, la Colombie, et que vous en parliez à vos voisins. Je ne sais pas à quoi ça servira, mais faites-le. Il s'agit de la grève nationale.

Ici, de ce côté de la mer, tous les mauvais chiffres sont montés en flèche. Il y a 21 millions de pauvres ; la pandémie a été traitée de la pire façon ; et la paix, celle que vous avez soutenue, est mortellement blessée, en effet, plus de 270 des signataires ont été tués.

Les questions liées à cet accord non respecté continuent d'être notre douleur quotidienne : la politique agraire, le manque de participation politique, la violence contre des millions de personnes, l'absence de justice sociale et le trafic de drogue, qui est ce pour quoi nous sommes le plus connus en Colombie et ce qui alimente une classe corrompue qui reste au pouvoir.

Je pense que vous vous souvenez que la Colombie est en guerre depuis des décennies, c'est l'un des plus longs conflits armés au monde. Ici, ils ont tué beaucoup de gens, des centaines de milliers de personnes. Ils ont aussi déplacé plusieurs millions de personnes et ils ont même tué des civils pour les faire passer pour des guérilleros, ces derniers étant au moins 6'402 pendant le gouvernement d'Alvaro Uribe, 6 402 !

Les chiffres les plus modérés parlent de plus de 85 000 disparus, c'est-à-dire que si l'on ajoutait les dictatures les plus cruelles du Chili, de l'Uruguay, du Brésil et de l'Argentine toutes ensemble, on les battrait en nombre et en degré de vilénie.

La pandémie n'a pas servi à nous unir. Ici, comme dans d'autres parties du monde, les riches deviennent plus riches et les pauvres plus pauvres. Le système de santé ne peut pas rendre justice, car sa logique est celle imposé par le marché.

En novembre 2019, nous sommes descendus dans les rues pour manifester notre mécontentement contre le gouvernement actuel. Il y a eu au moins trois morts, des centaines de blessés et beaucoup de douleur. Néanmoins, nous nous sommes réveillés en tant que pays : l'optimisme, les coups-de-cacerole, la créativité, la musique et la manifestation, nous ont conduits à mener une grève nationale pour dire ÇA SUFFIT à un gouvernement qui établissait davantage de mesures économiques contre les plus précaires.

Autant que je m'en souviens, nous n'avions jamais eu de coups-de-cacerole au niveau national en Colombie, ni de manifestation avec autant de personnes dans les rues. Vint ensuite Noël, une période d'attente et enfin vint le covid-19.

Depuis 2019 : de grève en grève

La pandémie a montré le pire du gouvernement : abus policiers, manque d'aide économique pour les pauvres, priorité donnée au soutien des banques, obstacles à l'accès aux services de santé et beaucoup de douleur dans les quartiers les plus pauvres de nombreuses villes.

Les gens ont commencé à sortir des chiffons rouges de leurs fenêtres pour indiquer qu'ils étaient à court de nourriture et, au milieu de ce drame, un avocat a été battu à mort par la police à Bogota. Cet événement a servi à déclencher une explosion sociale.

Je vais vous dire qu'entre le 9 et le 10 septembre 2020, des gens ont brûlé des dizaines de postes de police (qu'ici on appelle CAI) et ce n'était pas dans un plan de vandalisme ou une action de guérilla urbaine. Ce sont les gens qui en ont assez des abus, des mauvais traitements et du manque de respect de la police, qui symbolisent à leur tour les abus, les mauvais traitements et le manque de respect des élites envers les pauvres. Ces événements ont fait 13 morts et plus de 400 blessés.

Maintenant, le 28 avril 2021, nous sommes retournés dans la rue parce que le gouvernement a essayé d'introduire une troisième réforme fiscale, dans le but de continuer à nous presser, en prenant aux plus pauvres le peu qu'ils ont avec l'excuse de la pandémie et sans toucher à ceux qui détiennent beaucoup d'argent. Mais le peuple n'a pas été écouté, il a été battu, outragé et violenté.

À chaque instant, je reçois des vidéos de policiers tirant sur des civils sans aucune justification, les attaquant ou les détenant arbitrairement. Comme si cela ne suffisait pas, ce gouvernement corrompu a décidé de dépenser 14 milliards de pesos colombiens (24 millions de dollars américains) en avions de guerre.

Nous avons ici quelques institutions du Ministère Public pour contrôler précisément le gouvernement : le bureau du Procureur Général, le bureau du Contrôleur Général et le bureau de l'Ombudsman. Mais ces institutions, comme le bureau celui du Procureur Général, sont entre les mains des amis du Président... il n'y a donc aucun espoir qu'ils agissent équitablement.

C'est-à-dire, pour ne pas vous ennuyer davantage, qu'il s'agit là de la somme d'une politique clientéliste d'élites qui se nourrissent de groupes paramilitaires et mafieux contre un peuple qui souffre d'un des plus grands niveaux d'inégalité sociale du monde, comme le disent les rapports économiques. Il n'est pas exagéré de dire qu'il y a une lutte des classes claire en Colombie, mais comme l'a dit un multimillionnaire aux États-Unis, elle est gagnée par les riches.

Et la guerre contre le peuple continue

À l'heure où je vous écris, vous pouvez entendre les sirènes dans les rues, les ambulances, les voitures de police, les pales d'hélicoptères, les cris dans les rues, les casseroles aux fenêtres. Je ne sais pas si vous pouvez l'imaginer, c'est comme un coup d'État militaire sans la façade d'un coup d'État militaire.

Rien que cette année, 32 massacres ont eu lieu dans tout le pays et, au cours des deux premières années du gouvernement actuel, 573 dirigeants sociaux et défenseurs des droits de l'homme ont déjà été assassinés.

À Pasto, ville au sud de la Colombie, par exemple, ils ont transformé un centre sportif en centre de détention. Il y a au moins une femme qui aurait été violée par la police et de nombreux cas de personnes qui ont perdu leurs yeux à cause de l'action violente de la police, de personnes blessées par balle et d'innombrables autres qui n'ont pas été retrouvées.

Nous sommes ici seuls, la communauté internationale, comme le Groupe de Lima qui est si préoccupé par ce qui se passe au Venezuela, n'a rien dit de ce qui se passe en Colombie et ne dira rien non plus. Les États-Unis, qui se considèrent les gardiens de la démocratie dans le monde, sont également restés silencieux, et Joe Biden, qui représentait l'espoir pour de nombreux naïfs, n'a pas pris la parole.

L'Union Européenne et d'autres pays qui ont contribué à la signature de l'accord de paix sont maintenant limités dans leurs appels à la mise en œuvre de ces derniers, et ne sont pas à la hauteur de ce qui se passe.

J'avoue que je ne sais pas ce qui va se passer demain. Il est possible que tout revienne au calme comme cela s'est passé en novembre 2019 et en septembre 2020 ou que les choses continuent à empirer. Déjà, les camionneurs du pays ont décidé de bloquer les routes et faire grève, les indigènes marchent vers la ville de Cali et il semble que le pays soit sur le point d'exploser.

Il est possible que ce gouvernement invente un auto-coup d'État pour se recycler et rester au pouvoir pendant de nombreuses années encore. Il est possible que les militaires tentent une manœuvre, bien qu'il n'y ait pas de tradition militariste de coup d'État ici. Il est possible que ces mêmes élites brûlent la cartouche de Duque et se présentent comme les sauveurs de ce qu'elles ont provoqué.

Le gouvernement vient de décider de faire descendre l'armée dans la rue. Chaque jour, Uribe et Duque font un pas de plus pour mettre le pays en feu et ensuite, cyniquement, se présenter comme l'option pour nous sauver.

Nous attendons de voir ce que disent les leaders de l'opposition, ceux que l'on appelle ici la Coalition de l'Espoir et le Pacte Historique, qui sont ceux qui sont appelés à promouvoir le changement, bien sûr, avec le reste du pays comme les courageux indigènes du Cauca, parmi de nombreuses autres communautés.

Beaucoup d'entre nous pensent déjà que la réforme fiscale est reléguée au second plan. Ce dont il faut discuter maintenant, c'est de la direction que prend le pays, et pas simplement de revenir à la veille du début des manifestations.

Mais toute décision prise ne peut ignorer : ni la réforme fiscale, ni les abus de la police, ni les inégalités sociales et, surtout pas, les morts et les blessés qui s'accumulent. Il ne s'agit pas d'appeler au calme pour que tout reste comme avant, ce serait une terrible trahison. Il s'agit de faire appel au pays dès maintenant pour apporter un réel changement, si ce n'est pas maintenant, ce ne sera pas avant des décennies.

Je ne sais pas pourquoi je vous raconte tout cela, pourquoi je vous envoie cette lettre, mais il est possible que vous ou vos voisins, sachant cela, puissent nous donner un coup de main pour qu'ils sachent pourquoi notre grève nationale continue. Je vous embrasse fort !